

1. - LA GAUCHE

Elle contient les radicaux-socialistes, les socialistes unifiés, divers groupes de républicains socialistes. On ne sait trop s'il faut y ajouter les communistes.

Les radicaux-socialistes sont 114 députés et ont recueilli, aux élections de 1928, 1.655.000 suffrages, soit 47 p. 100 des votants¹. Je commence par eux parce qu'ils sont le sel de la gauche, au sens biblique, et peut-être le plus typiquement français de tous les partis. Petites gens des campagnes et des villes, surtout des petites villes, ni millionnaires ni prolétaires, ils correspondent assez généralement à ce qui persiste d'individualisme dans l'économie française: d'un point de vue américain, ils exprimeraient, en France ce qu'il y a de plus démodé. Leur programme, c'est de défendre, comme par instinct, tout ce qui est « petit » contre ce qui est gros », de demander l'indulgence pour tout ce qui se refuse à la discipline sociale (sauf si l'on se syndique contre la discipline), d'opposer la société laïque à l'ordre clérical et la volonté du peuple à la direction capitaliste de la nation. « Tout le programme économique du radicalisme, écrit Thibaudet consiste à majorer, sous une auréole mystique, une épithète, l'épithète petit². » Affirmations de principe, après quoi la tactique intéresse plus que les réformes ce militant aux moeurs bourgeoises. Et pourquoi serait-il si pressé de changer une société dont l'évolution ne tend qu'à l'éliminer? Ce devrait être, c'est peut-être, du point de vue de l'avenir, le plus vrai conservateur.

Le radicalisme est tiraillé de ce fait entre deux attractions, car par ses moeurs il est conservateur, mais sa mystique lui commande de n'avoir pas « d'ennemis à gauche ». Or cette mystique, cette attirance inflexible vers la gauche, c'est sa véritable raison d'être: supprimez-la, il ne reste qu'un fond décoloré. Les radicaux en ont instinctivement le sens quand ils refusent de s'unir aux modérés contre la révolution: bien au contraire, on les voit souvent voter au second tour pour des socialistes et même des communistes ! C'est que, selon le mot de Waldeck-Rousseau, le radicalisme « se décline au comparatif », jeu puéril, mais qui s'impose à lui et grâce auquel il finit souvent par avoir son centre de gravité en dehors de lui-même. C'est de ce point de vue que, pour beaucoup de militants du radicalisme, l'union avec les socialistes est le dogme primordial : ils sont « cartellistes » avant même d'être radicaux. Récemment, lors d'une élection fameuse à Narbonne, plusieurs grands chefs radicaux-socialistes de Paris cachaient à peine leur préférence pour M. Léon Blum, socialiste unifié, contre le candidat qui avait reçu l'investiture de leur propre parti : M. Blum n'était-il pas « le plus à gauche ? »

Les socialistes unifiés (107 députés, 4.698.000 voix, soit 18 p. 100 des votants dans le pays) ont une tradition révolutionnaire et marxiste à laquelle ils tiennent beaucoup et un vocabulaire en conséquence : disant ils renient tout contact avec la société bourgeoise, refusent le vote du budget. Mais ils sont débordés à gauche par les communistes, qui sont ou se disent des révolutionnaires pour de bon, et sur leur droite ils sont envahis par des radicaux surenchéristes, qui sont propriétaires. C'est pourquoi le socialisme, après avoir été le parti officiel de la Révolution, n'est plus, depuis les Soviets, que le parti de la révolution sérieuse, une sorte de centre-gauche du communisme; le voici même, clans son aile droite, en train de devenir une sorte de sur-radicalisme, dans la mesure où les radicaux ne sont plus eux-mêmes que le centre-gauche du socialisme: décalage verbal qui rend, en France, les épithètes de plus en plus effrayantes, au moment même où les partis deviennent moins terribles.

Cette évolution s'exprime très bien dans la carte électorale du parti socialiste unifié. Dans le Nord, le Centre, à Lyon, nos grandes régions industrielles, il conserve la clientèle des ouvriers qualifiés et professionnellement organisés, ce qui est son terrain naturel. Mais dans le Midi son domaine s'est étendu sur des régions où il n'y a pas de grande industrie et où ses nouveaux partisans se recrutent surtout chez de petits propriétaires paysans, avides d'affirmations démocratiques. La vallée du Rhône, la Provence, une partie du Languedoc méditerranéen constituent maintenant le bloc le plus compact du socialisme français, spectacle paradoxal et cependant naturel pour qui connaît ce pays de verbe vengeur mais au fond satisfait du présent. Il y a une quarantaine d'années, les leaders radicaux parisiens, délaissés au profit du socialisme naissant, s'étaient réfugiés électoralement dans le Midi; mais aujourd'hui c'est Renaudel qui se réfugie à Toulon et Léon Blum à Narbonne. Quelle est donc la signification de ce repli ?

¹ Pour les groupes je me réfère à la liste officielle des groupes, remise au président de la Chambre le 21 novembre 1930, en exécution de l'article 12 du règlement: c'est le dénombrement le plus récent, qui représente le mieux, je crois, l'esprit de la Chambre actuelle, après un tassement de deux années. Pour le nombre de voix recueillies dans le pays, je me réfère au livre de M. Georges Lachapelle, *Les élections législatives des 22-29 avril 1928* (Houston): il va de soi que le chiffre des voix recueillies en avril 1928 peut ne plus cadrer exactement avec les forces actuelles, légèrement modifiées, des groupes. Néanmoins, l'équilibre des trois blocs, gauche, centre, droite, est en somme l'ori peu modifié.

² Albert Thibaudet, *La République des professeurs*, p. 259

Je puis donner ici l'impression très vive que m'a laissée une récente tournée dans le Var, département rouge. En visite chez des radicaux-socialistes, j'avais d'abord eu peur que mon républicanisme ne parût tiède à ces violents, mais je m'aperçus vite que j'étais aussi avancé qu'eux, et ils me confièrent avec mélancolie que le département ne contenait presque plus de radicaux. Je compris ensuite, en faisant visite aux socialistes unifiés, que la clientèle de ces derniers se composait, pour une large et peut-être la plus large part, des anciens radicaux qui avaient tout simplement changé de nom. Le leader socialiste local, avec qui je causais en face d'un panorama splendide, tout de Méditerranée bleue et de bois de pins lumineux, ne chercha du reste pas à me dissimuler la vérité: « Je suis socialiste unifié, sans doute, mais mon vrai parti, c'est d'être républicain; c'est ce que j'ai toujours été, mais il faut marcher avec son temps. » Avec la lourdeur obtuse d'un homme du Nord je suggérai quelques objections: « Vous êtes tous propriétaires dans la commune et, si j'en juge par ce que je vois, aisés. Comment pouvez-vous voter en masse pour un parti dont la doctrine condamne la propriété ? » D'un geste élégant et vague mon interlocuteur, éluda ce coup droit : « Ce n'est pas pour demain... » répliqua-t-il simplement et je compris alors, moi naïf, que l'on votait pour cette doctrine, étant bien entendu qu'elle ne serait pas appliquée. En effet, le parti socialiste songe-t-il, même un instant, à supprimer la propriété individuelle des paysans ? Quel innocent le croirait ? Cependant, la logique était encore en défaut, car il eût fallu être communiste, puisque le communisme est plus à gauche. Je demandai s'il y avait des communistes? Peu heureusement, « parce que le département a du bon sens », et pourtant quelques grosses communes avaient été contaminées, notamment l'une d'elles où Moscou avait distribué des centaines de cartes d'adhérents à la troisième Internationale : cette commune était du reste, comme les autres, peuplée de petits propriétaires, généralement à leur aise. Comprenez qui pourra, ou plutôt c'est bien facile à comprendre. Dans quelques années le Var sera peut-être communiste; déjà du reste M. Berthon a été nommé conseiller général de SaintTropez.

On connaît la formule célèbre : *Graecia capta ferum victorem cepit*. Le Midi est conquis, mais ne va-t-il pas à son tour modifier ce farouche vainqueur ? En théorie le parti socialiste unifié est resté l'organe d'une protestation révolutionnaire doctrinale ; en fait c'est devenu un parti démocratique, très parlementaire par l'esprit de ses députés, dans l'aile droite duquel tend même à passer maintenant l'axe de l'anticléricalisme, ce qui est bien peu marxiste. Commentant, le 6 mai 1929, l'élection de M. Léon Blum à Narbonne contre un radical-socialiste, *la Dépêche de Toulouse* caractérisait ainsi la portée de l'événement: « Le socialisme des électeurs ne répond pas toujours à celui de leurs élus : sous l'étiquette qu'ils adoptent, ils ne voient qu'un républicanisme plus rouge et un socialisme qui, dans le fond, n'est que le vieux socialisme français. Or, ce socialisme français, c'est notre socialisme, à nous radicaux. La fameuse lutte de classe, les « vacances de la légalité », sont des concepts teutons, aussi bien que ce collectivisme intégral que Jaurès lui-même n'a jamais pu digérer complètement. Parmi ses électeurs narbonnais, peut-être M. Blum n'eût-il pas trouvé cent électeurs pour apporter leur suffrage à un marxisme dont ils n'ont jamais rien su. » Ce serait un travail de patience bien intéressant que de chercher à distinguer, dans le parti unifié, les radicaux des collectivistes.

Les républicains socialistes, les socialistes français, les indépendants de gauche (51 députés, 469.000 voix, 5 p. 100 des votants, chiffres naturellement tout à fait approximatifs) n'ont pas d'existence dans le pays et ne représentent qu'une position de députés, position commode qui permet une grande souplesse d'attitude. Depuis qu'il y a des socialistes en effet, il y a également des socialistes « indépendants », quel que soit le nom qu'ils se donnent, et l'on comprend très bien pourquoi. L'électeur qui « avance » passe du radicalisme au socialisme, mais l'élue avancé subit fréquemment l'évolution contraire, par le fait qu'en se rapprochant du pouvoir il prend mieux conscience de ses conditions et de ses nécessités. Par exemple, certaines attitudes comme la non-participation au pouvoir (strictement appliquée des unifiés) lui semblent puériles, car, homme de valeur, il sent très naturellement que ce peut être son devoir de devenir ministre. S'il quitte alors le socialisme officiel, ce ne sera pas pour entrer chez les radicaux-socialistes qui, tournés à gauche, seraient plutôt sévères pour ces sécessions orientées à droite ; mais divers groupes semblent avoir été conçus tout exprès pour recueillir le transfuge et lui faciliter l'accès du gouvernement, sans toutefois en faire un réactionnaire. Ce désir instant de prendre contact avec le pouvoir sans perdre le contact de la gauche est à l'origine de ces petits groupes d'appoint qui ont toujours existé dans l'ambiance socialiste et qui contiennent à la fois des gens très avancés et des gens très modérés. Peu nous importe du reste qu'il y ait 15 républicains socialistes, 14 membres du parti socialiste français, 22 indépendants de gauche... Ce qui est intéressant, c'est que, dans cette partie de la Chambre, le rendement du portefeuille ministériel au décimètre carré constitue incontestablement un record.

Faut-il classer avec la gauche ce conglomérat disparate, le parti communiste (11 députés, 1.064.000 voix, 9 p. 100 des votants) ? Dans la « ceinture rouge » de Paris, sa citadelle, il se compose de révolutionnaires authentiques, estampillés par Moscou; mais il contient aussi la troupe permanente des irréconciliables et celle - exceptionnellement nombreuse aujourd'hui - des mécontents: locataires expulsés, anciens combattants aigris, propriétaires de banlieue mal lotis. Tous votent « communiste », mais ne retrouvent-ils pas ici les électeurs qui, après 1871, votaient par protestation pour Henri Rochefort, en prison et inéligible ? Il y a là un vieil état d'esprit parisien. La différence toutefois, qui est énorme, c'est que la protestation s'appuie aujourd'hui sur la propagande

révolutionnaire, systématiquement organisée, d'un État étranger. Dans les milieux industriels, le communisme tend à attirer les éléments les plus avancés des ouvriers, ceux qui eussent été socialistes il y a vingt ans. A la campagne par contre il séduit, en nombres croissants, non seulement les ouvriers agricoles mais les petits propriétaires mécontents : c'est l'esprit, vieux comme le monde, des partageux dont la génération de 1848 s'était déjà effrayée. Et dans le Midi enfin, le communiste n'est souvent que le plus rouge des républicains. Tout cela fait un parti que Moscou peut courber sous sa férule, mais non pas un parti de gauche, puisqu'il se rit de cette discipline républicaine qu'instinctivement tout militant de la démocratie respecte. A la vérité, c'est plutôt une sorte de groupe irlandais : mais il attend encore son Parnell.

Par les caractères communs à tous ces groupes et par leurs transmutations mêmes on voit à quel point la gauche est non un parti, mais une tendance, tendance permanente qui domine certaines régions, toujours les mêmes: le Midi (moins la Gironde, le Pays basque, les Cévennes), le Plateau central et le Sud-Ouest, anciens pays bonapartistes, le bassin parisien moins Paris et la Seine-et-Oise, l'Est moins la Lorraine, une grande partie de la Bretagne bretonnante par opposition à la Bretagne du pays gallo où l'on parle français... En gros cependant il s'agit du Centre et du Midi. C'est là que le Cartel a triomphé en 1924: sur 32 départements qui, cette année-là, lui ont donné plus de 50 p. 100 des voix, 28 sont situés au sud de la Loire.

Additionnons maintenant les forces de tous ces groupes (communistes exceptés) dont l'orientation est commune: en nous référant à un expert dont la loyauté est connue, nous trouvons 3.846.000 voix sur 9.351.000 votants, soit 40 p. 100 environ³. Ce n'est pas la majorité, et en effet, à elle seule, la gauche ne peut rien, témoin le rapide échec du cartel après 1924. Mais attention, le chiffre n'est pas tout ici, car le privilège mystique dont la gauche bénéficie lui confère une vertu animatrice hors de toute proportion avec ses effectifs : en politique qu'elle soit ou non au pouvoir, elle a quand même la part du lion.

André Siegfried, *Tableau des partis en France*, Grasset, 1930, p. 158-172

³ Georges Lachapelle, Les Élections législatives, 22-29 avril 1928, p. x. (Dans les 3.846.000 nous avons compté 24.000 voix de "socialistes communistes", dissidents du communisme officiel, mais il aurait peut-être fallu ne pas les inclure dans la gauche.)